

Compte-rendu Assemblée générale du Réseau "Sortir du nucléaire" à Dijon les 2 et 3 février 2008

Prise de notes : Xavier Rabilloud, assisté de Chantal Cuisnier et Stéphane Maimbourg

Rédaction : Xavier Rabilloud

Relecture et validation : Philippe Brousse

Merci à tous les bénévoles, aux salariés et aux administrateurs qui ont contribué à l'organisation de cette AG, ainsi qu'à tous les participants. Merci également à 2 administrateurs qui quittent le CA : Hervé Grimal et Monique Guittenit.

INTRODUCTION

Samedi 2 février

Mot de bienvenue de Hervé Prat

Tour de table des participants

Rappel des règles de l'AG

Animation : Alain Rivat, Hervé Grimal, Xavier Renou

Modérateurs : André Larivière, Véronique Marchandier

RAPPORT FINANCIER

Samedi 2 février

Présenté par Hervé Grimal et Jacques Caclin

Hervé Grimal annonce son départ après 10 ans car il se dirige vers d'autres responsabilités. Jacques Caclin le remercie chaleureusement pour son travail en tant que trésorier.

Quelques points mis en avant lors de la présentation du rapport financier :

Pas de subvention ni de mécénat externe. Adhésions, cotisations et dons en hausse de 16%, prélèvements en hausse de 18%. Ces deux sources représentent 2/3 de nos ressources. Le fonctionnement général représente 37% du budget, le reste va aux actions et campagnes. Déficit de 4613 euros en 2007. On a financé l'essentiel des manif du 17 mars sans puiser dans les réserves financières, ce qui est très rassurant. Les dettes du Réseau ne représentent que 1/3 du bilan : c'est un ratio financier particulièrement excellent.

1^{ère} résolution : Rapports du Commissaire aux comptes

Compte tenu de l'importance des dons reçus par notre association, et pour satisfaire aux obligations légales, les comptes de l'exercice ont été certifiés par M. Jean-Paul Grollemünd, Commissaire aux comptes.

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
2	94	0	2
	ADOPTÉ		

2^{ème} résolution : Approbation des comptes

Après avoir entendu lecture du rapport financier, l'assemblée générale approuve les comptes de l'exercice allant du 1^{er} septembre 2006 au 31 août 2007 et qui se traduisent par une insuffisance des recettes sur les dépenses de **4613,07 euros**.

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	82	0	1
	ADOPTÉ		

3^{ème} résolution : Quitus

L'assemblée générale donne quitus au conseil d'administration pour la gestion des activités du Réseau ainsi que pour les comptes approuvés.

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	80	0	2
	ADOPTÉ		

4^{ème} résolution : Affectation du résultat

L'assemblée générale valide l'affectation du résultat de l'exercice précédent, telle que votée lors de la précédente Assemblée Générale. L'assemblée générale décide d'affecter la perte de 4613,07 euros au report à nouveau ce qui ramènera son solde à 71 382 euros.

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	82	0	1
	ADOPTÉ		

5^{ème} résolution : Approbation du budget prévisionnel

L'assemblée générale approuve le budget prévisionnel pour l'exercice du 1^{er} septembre 2007 au 31 août 2008, tel que présenté avec les comptes annuels et sous réserve des modifications induites par les décisions de campagnes prises par cette assemblée.

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
4	72	0	7
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant les votes :

Nadine Schneider : ne peut-on fabriquer des tracts/affiches moins chers et plus écolos ?

Jacques Caclin : ces choix sont faits avec attention. Fabrication écolo n'est souvent pas la moins chère.

Monique Guittenit : Quel coût d'impression de 600 000 docs de la campagne Stop-EPR ?

Jacques Caclin : 150 000 € imprimerie + 140 000 € routage de ces documents, pour 2 x 600 000 docs.

Anne Meyssignac : cette campagne ne méritait peut-être pas un tel budget.

Alain Rivat : le CA a voulu mettre le paquet sur ces manifs, il faut en reconnaître le succès avec 62000 personnes dans la rue.

Gabriel Vaudray : bravo au Réseau qui s'en tient à si peu de frais de fonctionnement.

Stephen Kerckhove : difficile de voter un budget prévisionnel qui est déjà exécuté aux 7/12. Ne pourrait-on avoir une AG plus tôt ?

Jacques Caclin : légalement, on dispose de 6 mois pour faire l'AG qui valide les comptes. Il n'y a que 5 mois d'exécutés (5/12). Les comptes ne sont validés que sous réserve des modifications apportées par l'AG. Ce budget indique une direction. Les décisions prises en AG influenceront sur sa réalisation et sur son niveau.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR **Samedi 2 février**

Amendement au règlement intérieur proposé par l'atelier n°2 « Fonctionnement » Présenté par Alain Rivat

Afin d'assurer la représentativité et la légitimité démocratique des administrateurs vis-à-vis de l'Assemblée Générale et du Réseau "Sortir du nucléaire", l'atelier "Fonctionnement" propose à l'Assemblée Générale de se prononcer sur l'opportunité et le niveau d'un pourcentage minimal des votes exprimés, en deçà duquel un candidat au Conseil d'administration ne serait pas élu.

VOTE sur le principe d'un pourcentage minimal			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	64	9	8
ADOPTÉ			

VOTE sur le niveau du pourcentage minimal		
Niveau soumis au vote	POUR	
50 % des votes exprimés	26	
25 % des votes exprimés	43	ADOPTÉ

VOTE sur l'application de l'amendement dès l'AG 2008			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
1	66	6	6
ADOPTÉ			

Prises de parole avant les votes :

Alain Rivat : le CA doit avoir une légitimité sans faille, puisqu'il est devenu un acteur majeur.

Xavier Renou : une telle mesure est également nécessaire pour limiter la possibilité que nos adversaires puissent facilement faire élire quelqu'un au CA.

Nadine Schneider : le CA peut-il comporter moins de 9 administrateurs ?

Alain Rivat : oui, puisque les statuts prévoient un maximum de 9 administrateurs mais aucun minimum.

Stéphane Lhomme : l'AG est souveraine. Elle peut très bien chercher en son sein des candidats supplémentaires si le nombre de candidats déclarés est trop bas.

Philippe Brousse : l'usage du Réseau veut que les candidats au CA se présentent à l'avance, pour assurer une certaine transparence. Mais du point de vue strict du droit et de nos statuts, Stéphane Lhomme a raison.

Marie-Christine Gamberini : les candidats au CA doivent être présentés par des groupes, il est donc difficile de trouver des candidatures providentielles en cas de besoin. Ne serait-il pas temps d'augmenter le nombre maximum d'administrateurs ?

Alain Rivat, Didier Anger : l'atelier « Fonctionnement n'a pas abordé cette question, mais celle de la légitimité des administrateurs élus.

Jean-Marie Matagne : si la question est importante, il faut se donner le temps d'y réfléchir, et saisir l'AG 2009. Les règles étaient les mêmes en 2007.

Hervé Grimal, Alain Rivat : la réflexion n'avait pas eu lieu l'an dernier car aucun atelier « Fonctionnement » n'avait eu lieu. Cette interrogation a dérivé des réflexions de cet atelier sur la légitimité des suppléants.

Antoine Bonduelle : Il faut prendre garde à un risque de manipulation. Il est facile de multiplier les candidats pour diluer le vote et exclure certaines personnes moins consensuelles. Le CA a vocation à représenter l'ensemble du mouvement, et non à réunir des personnes qui sont d'accord entre elles. Un seuil à 50% serait problématique, car il exigerait des candidats consensuels.

Nouveau règlement intérieur

Présenté par Philippe Brousse

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
9	46	7	17
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Philippe Brousse récapitule les quelques points modifiés, mis en exergue dans le règlement intérieur distribué dans le dossier de préparation à l'AG.

Antoine Bonduelle : l'article 25 me semble de bon sens, mais je ne suis pas sûr que la rédaction soit légale. A vérifier.

Xavier Renou : je regrette qu'administrateurs et salariés ne puissent participer individuellement à des actions désobéissantes non-violentes.

Didier Anger : les administrateurs du Réseau en exercent collectivement la présidence, donc ont tous une responsabilité juridique. Le problème n'est pas que financier, mais aussi juridique. Le Réseau est agréé pour la protection de l'environnement. Il ne faut pas risquer de perdre cet agrément qui nous permet de déposer une plainte au pénal avec constitution de partie civile.

Marc Saint Aroman : l'article 24 ne me semble pas respecter le droit du travail, puisqu'il entend restreindre les échanges entre salariés.

Antoine Bonduelle : je conteste l'article 1. Nous devons devenir confédéraux, et non pas fédéraux, donc être respectueux des opinions et idéologies des organisations. Nous sommes trop divers pour imaginer que nous sommes tous d'accord sur tout.

Hervé Grimal : les statuts du Réseau mentionnent bien qu'il est une « fédération », et non une « confédération ».

Jean-Yvon Landrac : il faut préciser que l'AG « confirme ou infirme » les suppléants cooptés. Au point 4 du cahier des charges annexé au RI, clarifier que le coordonnateur est « un prestataire ou un salarié ».

Catherine Quentier : A l'article 6, il serait préférable de quantifier le temps de vacance « durable » d'un administrateur.

Philippe Brousse : le RI est soumis au vote en l'état, mais nous prenons note de vos propositions pour les soumettre au CA, puis à l'AG en 2009. Toute proposition d'amendement du RI non discutée ici pourra bien sûr être soumise ultérieurement au CA qui la prendra en compte dans ses discussions en vue de la prochaine AG.

RAPPORT MORAL ET SOCIAL

Samedi 2 février

Présenté par Didier Anger et Véronique Marchandier

Didier Anger :

Lors de la campagne des présidentielles, nous avons atteint une certaine efficacité même si c'est un candidat qui ne reprenait rien de nos positions qui a gagné au second tour.

L'EPR n'est pas la seule question centrale, il y a aussi ITER, le problème des déchets dans toutes ses dimensions, le nucléaire militaire, contre lequel le Réseau est très présent, d'autant qu'on est souvent face au civil et au militaire à la fois.

Le Réseau ne doit pas travailler qu'avec le Réseau, mais savoir s'ouvrir à des partenariats extérieurs.

Je ne reviens pas sur les conflits interpersonnels, ni sur les réactions des salariés face au CA, ou du CA face aux salariés. Qu'il y ait des conflits, c'est normal. L'essentiel, c'est de les aplanir.

Le plus apprécié à l'extérieur, ce sont les publications du Réseau, qui montrent que l'on peut dépasser les luttes locales, et fédérer des luttes qui peuvent parfois sembler contradictoires.

Les actions à venir les plus proches sont d'une part le Festival du film court « Sortir du nucléaire », d'autre part la Journée internationale de mobilisation contre le nucléaire.

L'essentiel de notre action cette année devra être axée sur la présidence française de l'UE. Il faut faire face au paradoxe qu'il y aura moins de nucléaire dans le monde, mais une plus grande dispersion et donc un risque accru de prolifération de l'arme nucléaire.

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	73	0	8
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Jean-Yvon Landrac : ne pas parler de centrales nucléaires d' « ancienne génération », car cela laisse croire que l'EPR est mieux. Il aurait fallu parler de toutes les associations françaises et internationales avec qui on a travaillé en 2007.

Corinne François : bilan extrêmement impressionnant par la quantité et la qualité des actions. Mais ne pas être trop optimiste : « une énergie qui restera marginale malgré implication de Sarkozy ». On est face à une montée en puissance du lobby nucléaire. Il faut reconnaître que ça ne simplifie pas notre positionnement et notre stratégie.

Didier Anger : c'est vrai que lobby nucléaire n'a jamais été aussi puissant et audacieux depuis 30 ans. Mais la réalité du nucléaire dans le monde est qu'il reste objectivement marginal par rapport aux nécessités de la lutte contre l'effet de serre, y compris malgré les constructions éventuelles en Chine, Russie, ...

Monique Guittenit : médiatiquement, peu de retours sur les scénarios de sortie rapide. Mais ne continue-t-on pas à progresser dans l'esprit des gens ? Les sondages encore cette année nous étaient favorables malgré le rouleau compresseur pronucléaire.

André Robinard : un bilan moral devrait être beaucoup plus synthétique : tirer les enseignements des forces et faiblesses du Réseau, identifier les réussites et les échecs, en tirer des conclusions sur les orientations à venir. Ni sous-estimer ni sur-estimer les actions du Réseau.

Hervé Prat : sensibilisation réussie auprès du grand public grâce à des docs de qualité accessibles à tous. Mais il ne faut pas négliger des documents plus techniques, plus spécifiques, comme l'étude sur les sorties rapides. Des analyses techniques sont aussi nécessaires pour combattre le nucléaire.

Anne Meyssignac : pour moi, 60000 personnes mobilisées contre l'EPR sur la France, ce n'est pas une victoire. On a un potentiel qui n'est peut-être pas exploité au mieux.

Quelqu'un : le Réseau a quitté l'Alliance pour la planète, Greenpeace a quitté le Réseau, c'est un double affaiblissement. Certes les sondages sont favorables, mais la question du nucléaire est reléguée à l'arrière-plan lors des élections, même près des sites concernés.

Véronique Marchandier : l'Alliance acceptait de faire un Grenelle sans pouvoir parler du nucléaire, et c'était un préalable inacceptable pour le Réseau. Je ne crois pas que notre visibilité va en souffrir.

Stephen Kerckhove : comment passer de la mobilisation citoyenne à la prise en compte par les institutions ? Clivage avec Greenpeace, pour qui il n'y a pas que le mouvementisme, il faut aussi construire un travail de lobbying auprès des institutions et élus. Par ailleurs, il y a une expansion du nucléaire à l'étranger, ne faudrait-il pas contacter organisations étrangères (Amnesty, Oxfam, ...) ? Dire « on vend du nucléaire à la Lybie », ça parle aux gens.

Alain Rivat : il faut largement s'appuyer sur l'Europe, mais on est de loin le mouvement antinucléaire le plus fort en Europe.

Jean-Marie Matagne : les acteurs du Réseau ont travaillé courageusement, en permanence. On ne peut donc sanctionner ce bilan. Mais les résultats sont décevants, car il y a eu une erreur de stratégie : en ayant tout misé sur l'EPR, on a mis tous les œufs dans le même panier. Or, c'est Sarkozy qui a été élu.

Didier Anger : quand on vend des EPR, on vend du MOX, donc du plutonium, donc la bombe. La Lybie et l'Arabie saoudite veulent du civil pour avoir la bombe. La prolifération de l'armement est le principal argument à soulever et qui peut mobiliser largement. Appuyer sur l'absence de séparation entre civil et militaire.

Antoine Bonduelle : Rapport moral montre que le Réseau a travaillé en adéquation avec le mandat donné l'an dernier. On attend maintenant 1/3 d'expertise et 1/3 de lobbying, soit en complément, soit même en remplacement de certaines actions plus habituelles.

ETAT DES LIEUX 2007 / STRATÉGIE

Samedi 2 février

Présentés par Stéphane Lhomme

Chronologie des principaux événements de l'année 2007

Points positifs en 2007 :

- Manifestations du 17 mars : 62 000 manifestants (ordre de grandeur des manifs des années 70)
- Succès juridique devant le Conseil d'Etat concernant le démantèlement de Brennilis
- Position digne du Réseau "Sortir du nucléaire" face au "Grenelle"
- Bonnes anticipations du Réseau : révélations sensibles sur l'accord nucléaire Sarkozy-Kadhafi et sur la vente à perte de deux EPR à la Chine
- Bonne réactivité du Réseau suite à des événements comme le séisme de Kashiwasaki ou la révélation par la presse de la vétusté des barrages EDF

Points négatifs en 2007 :

- Manifestations du 17 mars : malgré le grand succès de la manifestation de Rennes (40 000 personnes), il faut reconnaître la mobilisation modeste dans les autres villes (5000 ou moins à Toulouse, Strasbourg et Lille)
- Difficulté à agir de façon "moyenne" et réactive : entre la grande manifestation soigneusement préparée et le simple communiqué de presse, le Réseau a du mal à mener des actions de protestation plus ciblées

Perspectives :

La « relance du nucléaire » est seulement un renouvellement du parc actuel. Se profile un déclin au niveau mondial, mais l'aggravation consiste en ce que plus nombreux seront les pays dotés de réacteurs. Vu la durée de vie des réacteurs, de nouvelles constructions impliquent qu'« on repart pour un tour » de plusieurs décennies.

La France n'est pas encore concernée par ce déclin car son parc est plus jeune que le parc britannique ou américain. Georges Besse II est en construction depuis plus d'un an, c'est un chantier majeur qui devrait être au cœur de l'actualité. A Bure, le « laboratoire » tourne au site de stockage définitif. Un chantier à venir : réacteur de 4^{ème} génération à Marcoule, en clair « retenter Superphénix ».

Activisme forcené de Sarkozy, propagande continuelle sur « le nucléaire propre, renouvelable ». Le Grenelle de l'environnement est pour nous une catastrophe qui se continue par un blackout médiatique et politique sur toutes les positions antinucléaires. Il est devenu hérétique d'être antinucléaire. Le Grenelle de l'environnement était une caution pour relancer le nucléaire.

La question est aujourd'hui : que faire ? Il est envisagé une campagne pour dénoncer « le nucléaire sale » : Niger, rejets radioactifs dans l'environnement, corruption et prolifération, déchets, ... Autre idée possible : manif simultanées devant Mégajoule, ITER, Bure, EPR, Georges Besse II.

1^{er} juillet 2008 : Sarkozy prend la présidence de l'UE et l'énergie est explicitement au cœur de sa politique. Sarkozy va monter au créneau pour axer sur l'énergie non carbonée (dont le nucléaire). Occasion d'une manif nationale par exemple à Paris. Mi-décembre : possibilité d'agir lors de la clôture de la présidence française.

Prises de parole :

Hervé Prat : chercher à élargir notre lutte auprès d'autres organisations françaises et européennes hors de notre problématique, pour présenter une plate forme commune de 3-4 points, dont le nucléaire.

Didier Anger : si une des 2 usines de La Hague est arrêtée, c'est parce que Belgique, Allemagne, Suède, etc. ont abandonné le retraitement car mobilisation dans ces pays. Le lobby français se veut mondial. On le vaincra si on existe localement, mais aussi si on aide les pays voisins à lutter contre lui.

Stéphane Poli : la lutte change d'échelle, elle est au niveau international. La menace d'accident est aujourd'hui supplantée par le risque d'attentat. C'est avec la menace de prolifération nucléaire qu'on sensibilisera la population. Il faut aussi lutter contre les armes atomiques en France.

Sophie De Meyrac : parler du sens des choses, à un niveau plus individuel.

Yann Louvel : bloquer les financements de centrales à l'Est. Urgence : réacteur en Bulgarie de technologie russe sur une faille sismique. Les financements sont difficiles à trouver. La Bulgarie demande maintenant à Euratom, et les contribuables français et européens paieront. Déjà des succès avec le retrait de banques allemandes. Axe principal : lobbying au niveau européen, BEI, Euratom, ...

Marc Saint Aroman : plus de 10 milliards d'euros investis dans 5 grands projets nucléaires français, et personne n'est informé. Au plan européen, Loyola de Palacio était pronucléaire, sans que ça fasse bouger l'Europe : un peu d'optimisme ? Pour Marc Atteia, le nucléaire va continuer, et le discours optimiste actuel du Réseau démobiliserait les sympathisants.

Jean-Marie Matagne : Le contexte international du nucléaire militaire change complètement. Kissinger et d'autres ont lancé un appel dans le Wall Street Journal pour que les Etats-Unis mènent la lutte contre les armes nucléaires. 1^{er} appel lancé en janvier 2007, relancé plus fort et plus nombreux en janvier 2008. Le 21 janvier 2008, le premier ministre anglais a proposé que la Grande-Bretagne prenne la tête de cette lutte. En même temps, il y a une tentative générale de dissocier totalement civil et militaire. Tentative de saper le principal argument contre le civil auquel le public est sensible : la prolifération. Pour l'emporter, il est important que le Réseau associe étroitement civil et militaire dans ses actions et son discours.

Pierre Péguin : il faut faire une campagne avec le mot « plutonium », car le plutonium rend le nucléaire « renouvelable », voir chantier du réacteur à neutrons rapides à Marcoule. Les risques d'attentat et d'accident empirent avec le plutonium. Arriver à rendre le mot « plutonium » aussi repoussoir que « OGM ».

Sébastien Boucher : travailler absolument sur le Niger. En avril 2009, il y aura normalement une salle disponible pour formation et information dans la Maison de Bure. Mettre le paquet sur ce point d'information avant la mise en œuvre du site de Bure.

Alain Rivat : il faut renforcer les réticences européennes face au nucléaire grâce à du lobbying. Autre étape importante : la journée internationale de mobilisation. Peut-être des manif devant tous les réacteurs en construction en Europe ? On peut agir en juillet à Bruxelles, puis pour la clôture à Paris, en tout cas là où seront les chefs d'Etat.

Frédéric Boutet : il faut mobiliser et rassembler les acteurs des renouvelables et de la maîtrise de l'énergie, qui agissent tous les jours pour une société qui pourrait être sans nucléaire, même si ça ne suffit pas comme le montre l'exemple allemand.

Stéphane Lhomme : attention à ne pas se focaliser sur la prolifération. Certains pays ont déjà l'arme atomique. Sont mises en avant des possibilités de système international antiprolifération, avec livraisons sécurisées de combustible. Même si le nucléaire civil ne permettait pas de passer à l'arme atomique, il resterait dangereux (accidents, déchets, ...). Proposer une manif antinucléaire européenne à Paris. Je ne crois pas qu'il faille élargir à d'autres thèmes que le nucléaire.

COMPTES-RENDUS DES ATELIERS Samedi 2 février

Atelier n°4 « Stratégie »

Motion d'orientation générale, présentée par Xavier Renou

1. Le Réseau "Sortir du nucléaire" doit développer un discours plus politique autour de la nécessité d'un autre choix de société. Celui-ci serait axé sur la protection du vivant, la justice, la paix, la sobriété, la démocratie.
2. Pour cela, le Réseau doit dégager des moyens pour contrecarrer l'offensive actuelle du lobby nucléaire qui avance sa "propreté", en soutenant l'idée que le nucléaire est "sale". Le lien entre nucléaire civil et militaire sera fortement mis en avant.
3. Le Réseau doit réfléchir à une palette originale et complète d'actions et d'outils d'information depuis le terrain jusqu'aux centres de décision. Dans ses efforts, le Réseau doit chercher la plus grande diffusion et un dialogue au sein de la société.

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	60	2	15
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Xavier Renou : Développer le lobbying, être représenté au moins ponctuellement à Bruxelles, sinon de façon permanente. La désobéissance civile ne fait pas consensus, mais il faut réfléchir à des actions plus ludiques, plus spectaculaires, plus originales, plus créatives.

Annie Griffon : ne pas oublier de contrer la propagande du lobby comme quoi le nucléaire serait bon marché.

Alain Rivat : cette motion est généreuse, mais est décalée par rapport à la réalité des 4-5 ans à venir au moins. On aura l'EPR demain. Il faudra au CA des axes tactiques concrets pour agir, pas seulement une vision générale. J'adhère à ce discours sur le fond, mais il ne répond pas à la question centrale posée.

Marc Saint Aroman : il nous faut une communication simple symétrique de celle du lobby. Thème central : énergie mortifère. Démontez le message du lobby « nucléaire = solution à l'effet de serre ».

Atelier n°1 « Sorties du nucléaire »
Compte-rendu par Gildas Le Saux et Gaëlle Vaugeois

Gaëlle Vaugeois : deux docs ont été discutés . Les scénarios de sortie en 5 ou 10 ans, et l'étude Virage Energie. Gildas Le Saux a présenté les objectifs et méthodes. Démontez le discours « nucléaire = inéluctable ». Quels moyens mettre en œuvre pour diviser par 4 nos émissions de CO2 et sortir du nucléaire ? Virage Energie a pu distribuer largement son doc de synthèse aux Assises de l'énergie. Les médias locaux peuvent s'approprier un tel document facilement. Il manque la dimension « sobriété » de Négawatt, parce que Virage Energie s'est basé sur le scénario Enerdata (scénario officiel pour division par 4). L'atelier propose de faire un doc :

- à 2 entrées : risque du nucléaire, risque du dérèglement climatique.
- à 2 scénarios déclinés :
 - risque supérieur = nucléaire > échéance à 5 ou 10 ans
 - risque supérieur = émissions de CO2 > échéance = fin de vie des réacteurs
- a été évoqué un 3^{ème} scénario : objectif = décroissance

Objectif : faire cette déclinaison pour toucher les élus en 2009, les particuliers en 2010, de sorte qu'élus et électeurs soient sensibilisés lors des élections régionales de 2010.

Gildas Le Saux : on se fierait au principe de subsidiarité pour que chaque région décide quel scénario lui semble prioritaire : 5/10 ans, ou 2020-2030 (fin de vie des centrales). Les journalistes et médias sont très intéressés par les propositions concrètes. Les articles sur les Assises de l'énergie ne parlaient en fait que de Virage Energie (ex : 3 premières pages dans La Voix du Nord). Des scénarios à l'échelle régionale intéressent davantage les médias locaux et les populations.

Monique Guittenit : une campagne discutée ultérieurement reprendra ces propositions, l'atelier ne soumet donc rien au vote de l'assemblée pour l'instant.

Atelier n°2 « Fonctionnement »

Motion 1, présentée par Jocelyn Peyret

Êtes vous POUR ou CONTRE la mise en place de relais locaux (personnes) permettant d'étendre le champ d'actions et d'informations du Réseau "Sortir du nucléaire" dans les départements ou zones géographiques où il n'y a pas de structures actives ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	77	2	6
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Jocelyn Peyret : depuis septembre 2007, j'encourage et impulse la création de groupes locaux SDN, mais les sympathisants ne veulent pas toujours se lancer tout de suite dans la création d'une association. Enjeu : proposer un statut à des personnes avec qui on travaillerait comme « relais locaux ». A terme, le but serait d'impulser des groupes. Trouver un fonctionnement, des modalités d'expression et de représentativité pour ces relais locaux.

Gérard Leprieur : Les relais locaux seraient-ils salariés ?

Jocelyn Peyret : non, ce seront des bénévoles qui travaillent déjà avec nous. Il s'agit d' « officialiser » un peu des relais qui existent déjà de fait.

Rémi Verdet : pourquoi impulser spécifiquement des groupes antinucléaires ? Des assos plus généralistes pourraient prendre en charge la lutte. Je trouve malsain que le Réseau crée des assos.

Jocelyn Peyret : uniquement sur des zones géographiques où il n'y a pas de représentation active actuellement. Il ne s'agit pas de court-circuiter ce qui existe !

Motion 2, présentée par Jean-Marie Brom

Êtes vous POUR ou CONTRE la définition d'un statut d'adhérent individuel qui sera présentée à l'Assemblée Générale 2009 (un mandat est donné au Conseil d'Administration pour définir les modalités) ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
4	50	13	20
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Jean-Marie Brom : nous mettons en avant 19000 sympathisants, qui n'ont pourtant pas de statut au sein du Réseau. Ces personnes sont souvent inconnues des associations membres. Par le biais d'un statut, on veut mettre en place un mécanisme de mise en relation. Problème de leur statut juridique : adhérent individuel, d'où l'échéance à 1 an pour étudier ce statut.

Jean-Jacques Rettig : est-ce que les adhérents individuels auront le droit de vote ? sous quelles modalités : collège de représentation ?

Jean-Yvon Landrac : on a une variété d'individus autant que d'associations. Il faut reconnaître ces deux diversités.

Didier Anger : on ne peut être contre cette définition d'un statut des adhérents individuels, mais comment seront-ils représentés ? On doit les encourager à fonder ou rejoindre un groupe local. Cette motion est incomplète, on ne peut pas représenter 19000 adhérents.

Stéphane Lhomme : Le Réseau est une fédération d'associations dont le fonctionnement est financé principalement par des individus. C'est bizarre, mais ça marche très bien. Personne ne s'en plaint, sauf des gens qui souhaiteraient rentrer par la fenêtre. Les gens se considèrent naturellement adhérents du Réseau, et non comme simples donateurs. Il ne faut pas toucher à un système qui marche, au risque qu'il s'écroule.

Alain Rivat : on inciterait évidemment les individus à rejoindre les assos ou à en créer. On ne vote pas sur l'adhésion, mais sur un mandat au CA pour mener la réflexion et faire une proposition à l'AG 2009.

Jean-Marie Brom : il s'agit de réfléchir à la définition d'un statut des gens. L'AG sera libre l'année prochaine de refuser ou d'accepter.

Stéphane Lhomme propose une formulation alternative non retenue par l'AG.

Marc Saint Aroman : depuis 10 ans, on cherche à ce que les gens aient du respect. Ils n'ont aucune existence juridique, il faut y remédier, puisqu'ils financent le Réseau.

Motion 3, présentée par Alain Rivat

Êtes vous POUR ou CONTRE la mise en place de points d'informations dans des lieux publics sur la base d'un matériel spécifique (panneaux, stands, etc.) afin de faire circuler l'information plus efficacement et plus rapidement ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
1	66	3	12
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Gérard Noël : « multiplication » serait préférable à « mise en place », car des points existent déjà.

Stephen Kerckhove : Ce n'est pas du ressort du fonctionnement du Réseau, c'est une proposition de campagne.

Hélène Bouaziz : il ne faut pas tomber dans une démarche type Greenpeace. Il faut être décroissants, arrêter de dépenser des fortunes pour des banderoles, des tracts, etc...

Corinne François : il faut qu'il y ait des relais locaux pour renouveler l'info régulièrement, sans donner dans la gabegie en édition de documents.

Atelier n°3 « Déchets, démantèlement, transports »

Compte-rendu par Franck Thiéblemont

Motion pour création d'un groupe de travail « Déchets, démantèlement, transports »

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
10	57	0	6
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Franck Thiéblemont : l'atelier a pointé la nécessité de constituer un groupe de travail et de définir une plate-forme commune : plus d'extraction-retraitement plutonium, pas d'enfouissement. Avoir une publication dans la revue SDN. Contre l'argumentation du « nucléaire propre ».

Franck Thiéblemont : à titre personnel, je déplore que cet atelier n'ait pas tenu son ordre du jour. Il devait analyser les besoins d'embauche et un profil de poste pour un pôle « Déchets, démantèlement, transports » au sein du Réseau. Rien n'a eu lieu concernant cette réflexion, ces éléments ont été volontairement éludés de l'ordre du jour. Un salarié disponible à plein temps sur ces problématiques est nécessaire.

André Robinard : très surpris de cette intervention personnelle. Franck Thiéblemont a pourtant participé à la rédaction du rapport. On s'est mis d'accord sur un objectif commun : sortie du nucléaire et de ses déchets, « nucléaire sale ». Il y a eu un positionnement général : pas de site nouveau, et stockage direct. Objectif : mettre un terme à l'extraction du plutonium. Sur la méthode de travail : création d'un groupe de travail élargi. Il a été convenu, et Franck Thiéblemont ne l'a pas dit, qu'une liste de diffusion serait à mettre en place immédiatement. Il n'a pas été convenu d'aller plus loin. On prévoit avec Isabelle Guillaume et Chantal Cuisnier un RDV de travail vers fin avril à définir.

Sébastien Boucher : j'ai quitté l'atelier n°3 en cours de route. Je suis surpris qu'il n'ait pas répondu à l'ordre du jour. Il faut recommencer le travail que cet atelier aurait dû mener à bien.

Chantal Cuisnier : on n'est pas arrivé à un profil de poste, car on ne disposait que de 3h. C'est la raison pour laquelle a été décidée la mise en place d'un groupe de travail.

Michel Marie : il faut travailler tous ensemble. On était venu en atelier pour arriver à quelque chose de concret. Or, on débouche sur un groupe de travail « qui va se donner du temps ». Il faut foncer maintenant, se donner des moyens. Il faut que l'AG sache qu'on aurait pu aller plus loin.

MOTIONS PROPOSÉES PAR LES GROUPES

Rappel :

Les votes concernant les motions ne sont intervenus le dimanche 3 février, qu'après présentation et débat de toutes les motions le samedi 2 février. Néanmoins, pour des raisons de lisibilité, ce compte-rendu présente conjointement le vote et la discussion de chaque motion.

Motion n°1, présentée par Les Amis de la Terre France

Etes-vous POUR ou CONTRE la diffusion massive et autant que possible gratuite de la synthèse de l' "Etude sur des sorties rapides du nucléaire en 5 ou 10 ans", et une valorisation de cette étude suivant les points énoncés ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
1	36	20	33
REJETÉ			

Prises de parole avant le vote :

Marie-Christine Gamberini : après 3 ans de travail, on a maintenant un bon outil, chiffré. Mais les chiffres se périment. Il faut donc utiliser au maximum cet outil avant qu'il soit obsolète. Il faudrait élargir son audience, ne pas viser que des convaincus. Il est donc important de disposer de ce doc en masse et gratuitement, car la gratuité favorise la diffusion.

Jean Richard : ok pour diffusion, mais pas dans cette version. Pas assez de biogaz. En p.76 de l'étude, développement des énergies fossiles trop important pour le scénario à 5 ans, c'est tendre la joue pour se faire battre par les pro-nucléaires. Un bon document, mais certaines modifications sont nécessaires.

Monique Guittenit : le Réseau va relancer les réunions-débats, et on propose qu'en 2008 ces réunions-débats s'articulent vraiment autour des scénarios de sortie en 5/10 ans, et que ces documents gratuits soient diffusés à des gens ciblés, en appui au travail des groupes.

Marie-Christine Gamberini : une diffusion à 500 000 exemplaires me semble raisonnable. Ce scénario ne sera jamais la sortie officielle du Réseau, mais il faut utiliser ce qu'on a déjà.

Jacques Caclin : le Comité de gestion a étudié la question de la diffusion gratuite de ces docs. Coût de revient unitaire : 0,40 €. Donc 500 000 exemplaires = 200 000 €, soit un budget très important. Ne faut-il pas envisager plutôt un prix minimum ?

Motion n°2 : voir campagne n°10

Motion n°3, présentée par ACDN (17) avec le soutien des Verts Nationaux (75)

Etes-vous POUR ou CONTRE l'ajout à la fin de la Charte fondatrice du Réseau du texte suivant:

« En outre, considérant :

- que le nucléaire militaire et le nucléaire civil se soutiennent mutuellement dans le déni de la démocratie et que la sortie de l'ère du nucléaire implique d'abandonner les deux,
- que, loin de contribuer à la paix, les armes nucléaires et radioactives sont, comme les autres armes de destruction massive, des instruments de crime contre l'humanité, dont elles menacent même la survie,
- qu'elles font en outre obstacle à la solution des problèmes humains, sociaux, énergétiques et environnementaux auxquels l'humanité doit faire face.

Nous voulons l'abolition et l'élimination de toutes les armes nucléaires et radioactives. »

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	42	25	13
	ADOPTÉ		

Motion suspensive de l'application de la motion n°3, présentée par le CA :

Etes-vous POUR ou CONTRE la suspension de l'application de la motion n°3 modifiant la Charte ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
3	65	10	5
	ADOPTÉ		

Motion complémentaire prenant acte des débats sur la motion n°3, présentée par le CA :

L'AG 2008 décide de lancer la rénovation de la Charte fondatrice du Réseau "Sortir du nucléaire", en particulier en y incluant la problématique du nucléaire militaire, et mandate le CA pour :

- après large concertation proposer à l'AG 2009 extraordinaire une Charte rénovée
- inclure la Charte et ses possibilités d'évolution au sein des statuts du Réseau

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	74	4	5
	ADOPTÉ		

Prises de parole (samedi 2 février) avant le vote de la motion n°3 :

Jean-Marie Matagne : toutes les armes radioactives doivent être concernées, y compris uranium appauvri et bombes sales. Cette motion entraîne des choix stratégiques différents, mais n'implique pas de passer un temps fou sur le nucléaire militaire. On utilise au mieux les moyens militants, on ne leur met pas de bâtons dans les roues. Plein de choses peuvent être faites pour quasiment pas un centime. Du 9 au 11 mai 2008, il y aura les 3^{èmes} rencontres internationales pour le désarmement radiologique et chimique (12 nationalités représentées l'an dernier).

Jean-Marie Brom : dans le principe Jean-Marie Matagne a raison, mais je ne peux que m'opposer à rajouter 3 considérants dans une Charte qui en compte 7 dont un sur la prolifération. Si on adoptait cette motion en l'état, il y aurait 4 considérants sur 13 qui concerneraient le nucléaire militaire. Le fait de modifier cette Charte impose une resignature de la Charte modifiée par tous les groupes membres du Réseau.

Pierre Küng : ayant participé à la mise en place du Réseau, je sais que cette clause implique un choix stratégique majeur. On n'a pas attendu pour communiquer sur les ponts entre civil et militaire, sur la prolifération. Si le Réseau a pu émerger, c'est parce qu'il est un rassemblement de gens autour d'un point précis. Il y a des gens qui sont opposés au nucléaire civil mais pas au nucléaire militaire, et l'inverse est vrai. En faisant l'amalgame entre les deux, il n'est pas évident qu'on ait un impact positif. Il

n'est pas normal qu'un sujet aussi important ne fasse l'objet que de quelques prises de parole avant un vote.

Jérôme Gleizes : il faut lever l'ambiguïté par rapport à l'extérieur. A défaut de tous les considérants, il faut ajouter cette notion qui permettrait d'élargir le Réseau à d'autres associations, aux mouvements anti-guerre.

Bernadette Parance : une revue SDN de 2002 appelait à une manif « Abolition 2000 » avec le slogan « Sortons du nucléaire civil et militaire ». Pourquoi les deux adjectifs vous font-ils peur maintenant ?

Jean-Marie Matagne : l'an dernier, on nous a objectés la difficulté technique que Jean-Marie Brom vient de mentionner. Faire resigner la Charte ne pose aucun problème technique : il serait précisé dans le compte-rendu de l'AG que la Charte est modifiée, et les groupes resigneront sans problème. On peut envisager un courrier et un encart dans la revue.

Philippe Brousse : c'est oublier que quelque 16000 individus ont signé la Charte ces derniers mois, on ne peut pas leur demander de resigner une Charte modifiée.

Alain Rivat : je propose plutôt qu'on modifie les statuts du Réseau par une AG extraordinaire, ce qui serait plus simple, sans passer par une procédure qui remet en cause la fondation du Réseau.

Jean-Marie Matagne : personne ne lit les statuts.

Prises de parole (dimanche 3 février) avant les votes de la motion suspensive de l'application de la motion n°3 et de la motion complémentaire prenant acte des débats sur la motion n°3 :

Hervé Grimal : suite à de nombreuses discussions, il y a une demande collective de remise en débat de la motion n°3 votée hier par l'assemblée générale.

Corinne François : ça engage beaucoup de choses. On a pas eu un temps de réflexion suffisant pour mûrir cette décision. La question est essentielle : comment travailler sur le nucléaire militaire ? Intégrer 3 points sur ce sujet dans une Charte qui en comporte 7, c'est une modification lourde. Beaucoup de motions sont proposées, il y a un effet de saturation. Il aurait peut-être fallu un atelier de discussion des motions. Toutes les motions ont été discutées au même niveau, alors qu'il aurait fallu pointer celles qui impliquaient les engagements les plus importants.

Jean-Yvon Landrac : je suis d'accord à 100% avec le contenu proposé par la motion n°3. Mais il serait très mauvais d'opérer cette modification de la Charte. Si l'on refait signer une Charte, on va se retrouver avec seulement quelques dizaines de groupes !

Jérôme Salès : inacceptable de dire que cette motion est irresponsable et que la réflexion a été trop courte, car c'était dans le dossier préparatoire qu'on a tous lu.

Anne Meyssignac : il va de soi que toutes les assos du Réseau sont contre le nucléaire militaire. Seule une minorité sera opposée à cette modification. Je trouve scandaleux qu'on en soit encore là. Ça fait 4 ans qu'on en parle.

Frédéric Boutet : j'ai voté pour cette motion. Il faut que le Réseau ajoute une mention d'opposition aux armes nucléaires dans sa Charte. Mais je suis inquiet quant à la mise en œuvre. Si ceci se traduit uniquement par l'élection de Jean-Marie Matagne et par la constitution de 2 clans au sein du CA, ce n'est pas ce que je voulais. J'ai peur d'une scission, qu'elle se reporte sur les salariés, et que le résultat soit inverse de celui désiré.

Philippe Brousse : j'avais alerté les AG précédentes du risque de changer la Charte, texte fondateur du Réseau. Il faudrait consulter les plus de 800 groupes membres, et les quelque 16000 à 17000 individus qui ont récemment signé la Charte. Il pourrait y avoir mille autres raisons de la modifier. Vous pouvez être rassurés de notre action contre le nucléaire militaire. Il n'y a pas à faire de procès d'intention au Réseau. Depuis 3 ans, le Réseau est partenaire de la Campagne pour le désarmement nucléaire, un

journal spécial a été tiré à 100 000 exemplaires en 2007 avec une contribution du Réseau. Le Réseau a soutenu le Festival Peace & Landes. Affirmer que la Charte n'inclut pas la question du militaire est faux, puisqu'un des 7 considérants concerne la question de la prolifération. La mise en œuvre de la motion n°3 déboucherait sur un complet déséquilibre de la Charte. Par ailleurs, il y a peut-être un problème de droit : la Charte étant un texte fondateur, il faudrait potentiellement une AG extraordinaire à 75% pour la modifier – nous sommes en attente d'une confirmation de notre juriste. Je mets en garde l'AG contre la candidature de Jean-Marie Matagne, qui est isolé au niveau national dans la lutte contre le nucléaire militaire, selon des acteurs de premier plan de cette lutte comme Patrice Bouveret, Bruno Barillot ou Dominique Lalanne. Patrice Bouveret, qui a été au CA du Réseau, nous a mis en garde contre cette modification de notre Charte. Jean-Yvon Landrac, qui est représentant du Réseau auprès d'Abolition 2000, nous a mis en garde également. Il faut un nouveau vote sur cette question.

Monique Guittenit : j'ai voté pour cet amendement, car je voulais l'intégration explicite des armes nucléaires dans la Charte. J'ai voté en fonction d'une idée, non en fonction de la personne qui porte l'idée. Mais la Charte est le texte fondateur du Réseau : est-ce que changer la Charte se fait avec un débat d'un quart d'heure ? Je ne pense pas. Il faudrait voter sur une question du type : « Est-ce qu'un changement de Charte doit se voter à 50%, ou est-ce qu'on peut voter sur un seuil plus haut », de même qu'on a voté pour un seuil minimal des votes exprimés pour qu'une élection au CA soit valide.

Jérôme Gleizes : c'est un peu gênant de changer les règles du jeu en cours du jeu. Je comprends les critiques faites, mais il aurait fallu les préparer en amont. Il aurait fallu un argument juridique avant le vote, et non après. Les Verts ne se sont pas engagés sur cette motion pour faire exploser le Réseau. Il y a une évolution du nucléaire, et nous devons avoir un discours très clair là-dessus. Au départ le militaire cachait le civil (financements), maintenant le civil cache le militaire. Tout texte constitutionnel peut être modifié. Pour une sortie de crise, l'application de la Charte ne se fait pas du jour au lendemain, il faut se laisser une période transitoire d'une année pour que le nouveau texte s'impose tel quel. Revenir en arrière me semble une méthode bien particulière...

Rémi Verdet : je suis effondré, en 5 minutes on a changé le Réseau. La moitié des activités du Réseau vont être autre chose. C'est inadmissible vis-à-vis des plus de 800 groupes déjà membres. Il faut voter comme le propose Monique Guittenit sur les modalités de modification de la Charte, et se laisser un an de réflexion pour pouvoir y associer les groupes.

Violette Bordon : je suis choquée par la forme, on remet en cause une décision de l'AG souveraine. Ce n'est pas démocratique. On pouvait y réfléchir depuis un an, puisque une motion similaire avait été présentée en 2007. Doit-on revoter également toutes les motions et le règlement intérieur ?

Nadine Schneider : je suis d'accord avec toi sur le fond. On est pris par la rapidité. C'est dangereux le jeu des motions qui se succèdent, car cela nivelle le contenu par la forme. Ce n'est pas dogmatique, c'est trop important pour que ça puisse être fait aussi vite. Si cette modification pose autant de problèmes à autant de gens, ça montre l'importance de la question. Une Charte n'est pas inscrite dans le marbre, elle peut bouger. On s'est rendu compte qu'une modification devait être apportée. Par contre, il est important de travailler ensemble pour parvenir à un texte qui fasse mieux consensus.

Jean-Marie Brom : il y a un défaut d'organisation, qu'on assume en tant que CA. Légalement, on ne peut bien sûr revenir sur un vote parce qu'il ne plaît pas. Philippe Brousse a cependant raison, la Charte est le texte fondateur, et on ne peut prendre le risque de voir tous les ans une modification de la Charte. On ne peut non plus voter sur les modalités de modification de la Charte, car les statuts du Réseau sont muets sur le statut juridique de celle-ci. Il est clair qu'il y a une volonté de clarifier la Charte, qui est légitime. On ne remet en cause aucun des votes d'hier. On peut voter une motion pour mettre la Charte en chantier pour étudier tous les ajouts et modifications envisageables. En 2009, il y aura de toute manière une AG extraordinaire, puisque une modification des statuts sera soumise à l'AG (question des adhérents individuels). Le CA propose que la Charte soit modifiée et soumise à l'AG en 2009.

Jean-Marie Matagne : si j'ai bien compris, les statuts et le RI sont muets sur la Charte, il n'y a donc aucun problème juridique. Jean-Marie Brom propose de considérer comme valide ce qui a été voté hier, donc on conserverait cette modification, et on mettrait en chantier le reste, c'est bien cela ?

Jean-Marie Brom : non, il s'agirait de remettre à plat la Charte. Ce serait pire que tout de modifier aujourd'hui la Charte, d'envoyer à tous une nouvelle Charte, de demander une resignature, puis... de redemander la même chose dans un an, après la mise en chantier ! Ce qui a été acté hier, c'est qu'il y aura spécifiquement dans la nouvelle Charte une mention explicite sur le nucléaire militaire.

Jean-Marie Matagne : donc le vote d'hier n'est pas validé. Il y a dans cette AG beaucoup de procédés non démocratiques. Le temps consacré aux comptes-rendus des ateliers aurait du être passé à réfléchir sur les motions. Je ne suis pas d'accord avec ce procédé. Depuis 2001, ACDN se bat contre le nucléaire civil et militaire alors que dans ses statuts le nucléaire militaire est prioritaire. La proposition est acceptée, les gens d'avis contraires devraient s'incliner. Nous ne tenons pas particulièrement à être au CA, si notre candidature ennuie certains, nous voulons bien la retirer. Le pouvoir ne nous intéresse pas. On ne veut pas que notre candidature soit une source de scission. Mais il faudra que le CA élu applique concrètement cette motion votée.

Xavier Renou : je suis administrateur du Réseau, coordinateur du Collectif M51, j'ai travaillé pour le désarmement à Greenpeace. Nous avons réussi à retarder les tirs du M51, et organisé le festival Peace & Landes. Je témoigne de l'engagement croissant du Réseau contre l'arme nucléaire. Nous sommes une famille militante convaincue du danger de l'arme nucléaire et de l'importance de la lutte contre le militaire. Je me suis abstenu hier, car j'ai considéré qu'il était trop délicat de modifier ainsi la Charte. La réalité, c'est que le Réseau engage de plus en plus de ses moyens et de son budget dans cette lutte contre le nucléaire militaire. Il ne faut pas risquer une division au sein des assos, au lieu de lancer une consultation des groupes pour les consulter sur un renforcement du poids du militaire dans la Charte. Il faut un processus pour amener les groupes à réfléchir et convaincre de l'importance du nucléaire militaire ceux qui n'en sont pas convaincus. Il ne faudrait pas faire une telle modification aussi rapidement de cette façon là.

Paola Le Gall : je suis juriste de formation. L'AG a voté hier souverainement. L'AG peut donc tout a fait décider aujourd'hui de remettre en cause sa décision. Il faut donc voter la suspension du vote d'hier.

Motion n°4, présentée par l'Association Va de l'Avant (19)

Etes-vous POUR ou CONTRE qu'avec l'aide du Réseau se créent au sein des associations des équipes qui, en amont d'une manifestation, viendraient en aide aux groupes locaux dans leur travail d'information de façon à couvrir correctement tous les quartiers et toucher tout le monde sur un périmètre de 50 km autour du lieu du rassemblement ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
6	18	8	48
REJETÉ			

Prises de parole avant le vote :

Anne Meyssignac : proposition faite suite au constat que les militants motivés ne sont pas bien utilisés. Ils le seraient mieux en étant mobilisés à l'avance près du lieu des manifs pour couvrir les environs et mobiliser la population locale. L'info doit toucher les gens 1 mois avant, pour que l'idée puisse faire son chemin. Jusqu'à présent , les moyens ne sont pas mis en œuvre pour cela.

Xavier Renou : c'est intéressant, c'est ce que les Désobéissants ont mis en place à leur niveau.

Motion n°5 : voir campagne n°8

Motion n°6, présentée par Sortir du Nucléaire 32

Êtes-vous POUR ou CONTRE un soutien de principe explicite du Réseau au développement des énergies maritimes, de la géothermie profonde et du biométhane par compostage anaérobie, soutien qui s'intégrera dans les scénarios régionaux ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
19	31	2	30
REJETÉ			

Prises de parole avant le vote :

Monique Guittenit : l'atelier n°1 « Sorties » propose l'ajout de « qui s'intégrera dans les scénarios régionaux ».

Gildas Le Saux : il ne peut s'agir uniquement que d'un soutien de principe, car l'application effective dépendra des régions et de leur possibilités.

Gaëlle Vaugeois : préciser géothermie profonde, car la géothermie tout court, c'est du chauffage électrique !

Didier Anger : il faut s'entendre sur les mots. Si l'énergie maritime désigne une centrale maritime énorme, bien sûr on est contre. Cette motion n'est pas assez précise.

Motion n°7, présentée par le Groupe Vosges Anti-Nucléaire (88)

Êtes-vous POUR ou CONTRE la mise à l'étude d'un dépôt de plainte contre X pour destruction des espèces vivantes sur la planète ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
1	51	7	24
ADOPTÉ			

Prises de parole avant le vote :

Johnny Da Silva : est-ce un chef d'accusation existant en droit ?

Gérard Noël : j'ai porté plainte contre la France dans le cadre d'une asso, ça a été rejeté par la justice.

Didier Anger : motion trop large et imprécise. Il faudrait qu'elle soit appuyée sur un texte de loi.

Stéphane Poli : à ma connaissance, pas de texte de loi protégeant les espèces vivantes.

Jérôme Gleizes : la seule chose possible est une plainte pour préjudice environnemental telle que contre l'Erika.

Gabriel Vaudray : si une variété protégée précise était mise en danger, et si c'était prouvable, alors une telle plainte serait jouable. A première vue, ici, ce n'est pas possible.

Hélène Bouaziz : véhiculer l'idée qu'il faut travailler à la mise en place d'une institution internationale.

Stéphane Maimbourg : on peut voter sur la seule mise à l'étude de cette plainte.

Motion n°8, présentée par Délestage (29) [démissionnaire du Réseau au 18 février 2008]

Etes-vous POUR ou CONTRE que, dans un souci de transparence et de démocratie, les relevés de décisions du CA soient mis en libre accès aux adhérents sur le site Internet du Réseau ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
1	39	12	22
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Nicole Jacquin : il faut corriger l'article 13 du règlement intérieur, « accessibles » et non pas « rendus publics », au cas où la motion ne serait pas votée

Violette Bordon : je trouve cette motion intéressante. Il faudrait un accès à tous les adhérents, mais protégé par clé d'accès.

Jean-Marie Brom : on ne peut mettre les comptes-rendus du CA en libre accès. On ne peut pas les rendre publics. Par contre, c'est possible pour un simple relevé de décisions. De même que dans une commune, on affiche pas les comptes-rendus, mais seulement les décisions.

Nicole Jacquin : ok pour remplacer par « relevés de décisions ». Les documents préparatoires à l'AG sont accessibles en ligne sans mot de passe.

Motion n°9, présentée par Délestage (29) [démissionnaire du Réseau au 18 février 2008]

Etes-vous POUR ou CONTRE une réforme de l'actuelle commission "démantèlement des Installations Nucléaires de Base (INB)" en une commission/groupe de travail/pôle de compétences ouvert, où les candidats participants, les idées, les propositions, les travaux, les résultats, etc. ne sont en aucun cas rejetés a priori mais accueillis avec bienveillance, débattus dans un respect mutuel, où des avis différents peuvent s'exprimer, avant toute évaluation, acceptation ou rejet ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
18	6	32	22
			REJETÉ

Prises de parole avant le vote :

Nicole Jacquin : depuis plus d'un an, je travaille sur le dossier de Brennilis, et l'information ne circule pas. Une commission a été créée début 2007, l'accès nous en a été refusé. Nous avons écrit au CA en recommandé pour avoir des explications, sans avoir de retour. Cette motion n'est en aucun cas un procès d'intention ni une attaque, mais une tentative de régler un problème d'organisation.

Chantal Cuisnier : Nicole Jacquin a quitté SDN Cornouaille en janvier 2007 à cause d'un conflit, malgré une proposition de médiation par Marie Nicolas, membre du groupe de travail sur Brennilis. Elle n'a ensuite eu de cesse de me dénigrer auprès du Réseau et de son directeur. Elle a dénigré l'action du Réseau au cours de l'été, très difficile en pleine action sur Brennilis. Elle n'a effectivement pas été acceptée dans la commission, du fait de son agressivité à mon égard. Décision confirmée par un vote du CA suite à relance de Nicole Jacquin. Elle n'accepte pas les conséquences de son harcèlement. Dommage de ne pas garder son énergie pour le combat prioritaire : sortir du nucléaire.

Didier Anger : l'atelier n°3 a décidé de ne pas en rester au démantèlement ou aux déchets, mais d'envisager la question d'un point de vue beaucoup plus large (mines, transports, retraitement-extraction, ...). Un groupe de travail ad hoc a été décidé ce matin. Cette motion devient donc caduque.

DISCUSSIONS SUR LA STRATÉGIE

Samedi 2 février

Nadine Schneider : on a pas du tout débattu de la stratégie. On risque d'avoir une stratégie définie par les campagnes décidées. Il faut d'abord parler de la stratégie avant de parler des campagnes.

Xavier Renou : il y a déjà eu un atelier Stratégie ce matin, même si c'est court.

Jean-Marie Brom : avant qu'on prenne le mot « stratégie » comme une panacée, d'abord définir ce qu'on entend par là ? Au niveau des campagnes, il est improductif, voire néfaste de voter abruptement 24h après la discussion, dans les mêmes termes. Le débat doit permettre de comprendre mieux, et d'amender. Il faut que l'on sache ce que l'on entend par « campagne ». Les groupes mettent souvent en avant, de bonne foi, des problématiques trop locales. Qu'est-ce que vous êtes prêts, vous association qui présentez la campagne, à faire ? Le Réseau va-t-il écopier de tout le travail ? Il faut éviter que le Réseau se retrouve en situation d'accepter des campagnes pour faire plaisir, en étant pourtant dans l'impossibilité de tout mettre en œuvre.

Corinne François : quand on regarde l'ensemble des campagnes, c'est très riche. En fonction de quoi va-t-on voter ? en fonction de la capacité de conviction des présentations ? ou bien en fonction d'un axe fort qui reste à définir ? Il y a eu des idées fortes qui sont sorties : campagne européenne / nucléaire sale. Il faut classer les campagnes.

Xavier Renou : afin que l'atelier « Stratégie » n'ait pas travaillé en vain, il faudrait que l'AG tienne compte de la motion votée précédemment.

Daniel Roussée : 3 axes forts peuvent nous aider. 1) L'Europe : un certain nombre de pays ont rejeté le nucléaire ou sont en train d'en sortir. L'UE peut être un moyen de contrebalancer Sarkozy et le lobby français. 2) Le nouveau lobby des énergies renouvelables qui est en train de monter en puissance, et nous aide à démontrer que le nucléaire n'est pas une solution. 3) Le nucléaire se heurte au réel malgré toute sa propagande, le réel est têtue (coût, risque, ...).

Monique Guittenit : une idée force a été creusée cette année, sortir de façon rapide du nucléaire. Et Virage Energie a creusé l'idée de sortir du nucléaire d'une autre façon, à échéance de fin de vie des réacteurs. La stratégie, c'est aussi utiliser le travail fait en amont, et l'exploiter. Nous proposons d'attaquer par la base : les régions sont un bon niveau pour influencer. Le PS peut bouger : prouver régionalement qu'on peut sortir du nucléaire, c'est l'amener petit à petit sur nos bases. Il faut être prêts en 2010 pour les élections régionales.

Nadine Schneider : les scénarios sont simplement des outils au service de la stratégie. On peut en l'occurrence les utiliser dans tous les cas.

Catherine Langumier : jusqu'ici la stratégie était contre le nucléaire. Aujourd'hui l'atelier « Stratégie » a choisi d'axer la stratégie plus sur la protection du vivant. On a toujours dit que la fragilité de l'EPR, c'est les lignes THT, soit le plus faible maillon de la chaîne. On a un manque de législation au niveau des lignes. Pourquoi laisser tomber le combat contre l'EPR, alors que les lignes THT ne sont pas encore là ? Avec les atteintes au vivant par la pollution électromagnétique, on pourrait faire une très grande campagne.

Xavier Renou : prenons acte qu'on a beaucoup progressé en terme de mobilisation, financement, etc. Il faut qu'on réussisse une meilleure médiatisation de nos actions. On sait l'intérêt des médias pour tout ce qui est spectaculaire. On attire déjà le public friand de colloques, manifs, etc. Un autre public bout d'impatience en attendant d'utiliser des moyens moins classiques. On devrait cesser de s'interdire de réfléchir au recours à l'action directe non violente. Il faut le faire prudemment, sans engager financièrement le Réseau. Mais il faut tout de même que le Réseau encourage, soutienne plus. A l'heure actuelle, ce phénomène essaime avec les THT.

Cédric Lucas : doit-on parler de la stratégie ou des stratégies du Réseau ? Du fait que le Réseau fédère des assos, le rôle du CA ne devrait-il pas être de proposer des stratégies ?

Alain Rivat : le CA est plutôt en attente que l'AG fasse remonter les propositions des groupes. Peut-être y a-t-il un défaut de travail préalable de préparation de l'AG par les groupes ? Il y a une prise de conscience internationale du problème du réchauffement climatique. Les gens sont réceptifs à ces questions, il faut agir maintenant pour leur faire comprendre que le nucléaire n'est pas une solution. Il faut aussi faire barrage à l'activisme mondial de Sarkozy. Toutes les luttes sont légitimes, et le Réseau a toujours aidé les luttes qu'il pouvait aider. Il faut faire converger les problématiques vers un calendrier commun.

Marie-Christine Gamberini : une stratégie pour le Réseau doit être fédératrice, mais il faudrait éviter de fédérer par le bas. Sur les 3-4 années écoulées, il y a eu l'idée de se concentrer sur un plus petit dénominateur commun qui était gagnable, l'EPR. Malgré les succès, je n'ai pas l'impression que cette stratégie ait marché. Il faut mettre en valeur le travail déjà fait : sorties en 5/10 ans, mais aussi la brochure du RAC « Face au changement climatique, l'illusion du nucléaire ». Pourquoi y a-t-il toujours un plus petit dénominateur commun ? Parce qu'on évacue certains débats : le temps qu'on se laisse pour sortir du nucléaire, l'emploi des énergies fossiles que l'on s'autorise. Il faudrait qu'on débâte sur l'usage des fossiles, et les scénarios à long terme utilisent plus de fossiles que les scénarios à court terme. Attendre 2020-2030 pour sortir du nucléaire, c'est prendre un gros risque : au XX^{ème} siècle dans le même laps de temps, il y a eu 2 guerres mondiales et on est pas actuellement dans une période de stabilité géopolitique. Il y a beaucoup de non-dits qui sont importants pour faire basculer l'opinion publique. Le « nucléaire sale » me paraît une formule excellente, ce terme « sale » est précieux.

Jérôme Gleizes : une stratégie doit tenir compte de l'actualité : présidence française de l'UE. Il faut au moins une manifestation européenne, laisser mandat au CA pour décider des modalités précises. Le lien « nucléaire et effet de serre » fonde tout le discours du lobby. Certes on a déjà un excellent doc là-dessus, il faut maintenant trouver la communication pour bien relayer tout cela. Et il faut étudier comment le travail de Virage Energie peut être généralisé dans les régions.

Annie Givelet : je suis contente qu'on inclue la lutte contre les armes grâce à la formule « nucléaire sale ». Il n'y a rien dans les scénarios 5/10 ans sur les économies représentées par la non production de déchets (coûts de stockage, etc.). En Europe, on a une carte politique à jouer : la collaboration de la France avec des pays africains pour exploiter leur uranium (Niger, Lybie).

Quelqu'un : réfléchir à avoir un discours plus politique, plus tranché dans les choix de société. Peut-être faut-il prendre acte que la réalité, c'est un changement radical, dont le Réseau doit parler.

Yann Louvel : il faut une offensive sur le climat. Et au niveau de l'Europe, profiter de l'opportunité pour stopper les premiers projets de nouveaux réacteurs, de sorte à bloquer également tous ceux qui risquent de passer derrière. Le timing de l'actualité nous assigne ces deux objectifs. Et ces deux questions peuvent toucher les gens directement. Ce sont les contribuables qui financent Euratom et la BEI.

Xavier Renou : on ne s'interroge pas assez pour savoir si nos choix induisent des changements concrets. Sur les OGM, ce n'est pas parce qu'il y a eu 80% de gens contre que ça a bougé, mais parce qu'une petite minorité a fait perdre de l'argent aux industries. Croit-on sérieusement que les Français, même convaincus que le nucléaire est un danger, choisiraient leurs élus en fonction de leur position face au nucléaire ? On s'interdit de voir que l'argent est le nerf de la guerre. Pour faire perdre de l'argent, il y a de la désobéissance classique. Il y a également les actions type « 5 minutes pour la planète ». Il faut répéter ce genre de choses, ou alors essayer l'action du Clan du Néon. C'est une action légale, mais qui fait perdre de l'argent, et montre que les réacteurs ne servent à rien. Arrêtons les enseignes publicitaires, ce serait concrètement une sortie partielle du nucléaire.

Marc Saint Aroman : ce n'est pas une stratégie.

Corinne François : sur qui veut-on faire pression, sur quoi ? Veut-on s'adresser à la population, aux élus ? On n'a pas choisi de peser sur les municipales. Il faut choisir nos cibles avant de choisir des campagnes.

Frédéric Boutet : il faut prendre en compte le poids économique des renouvelables. Contre l'EPR, on a vu toutes les formes possibles de résistance : expertises en démontrant l'inutilité, manifestations, ... L'EPR se construit quand même. Le poids économique des renouvelables peut jouer. Pour qu'un élu pousse pour une sortie du nucléaire, il faut qu'il ait 30000 emplois à opposer aux 14000 emplois du nucléaire. Il est essentiel d'aller convaincre les acteurs du renouvelable de nous rejoindre – ils ne sont pas tous convaincus, loin de là ! Beaucoup considèrent le nucléaire comme compatible avec les renouvelables.

Jean-Marie Matagne : si la manifestation européenne est explicitement contre le nucléaire civil et militaire, alors on rassemblera largement. En Belgique, plus de la majorité des communes ont adhéré à l'associations des maires contre les armes.

André Robinard : il faut que nous sapions les bases politiques du nucléaire, mais également les bases financières du gaspillage d'énergie. Nous devrions essayer de gagner l'opinion sur ce biais là : « consommer mieux pour vivre mieux », assécher la demande en énergie électrique. On n'est pas assez convaincus de l'importance de ce travail, on le présente souvent comme un discours intéressant ou un vœu pieux, mais jamais comme une truc à étudier pour le mettre en œuvre.

Nadine Schneider : le Réseau n'est pas très connu, voire méconnu. Il faut garder une humilité par rapport à nos actions. La stratégie longue, c'est aussi sur le terrain. Pour nous fédérer pendant l'année qui arrive, il faut garder le « nucléaire sale » et le niveau européen. La présidence de Sarkozy dure 6 mois, ne pourrait-on essayer d'être visibles tout au long de ces 6 mois ? Idée : ridiculiser Sarkozy pendant 6 mois, faire des trucs rigolos, tout en faisant du lobbying dans les autres pays européens.

AXES STRATÉGIQUES DÉGAGÉS

par le groupe qui a poursuivi les discussions après le débat en plénière retranscrit ci-dessus.

Dimanche 3 février

Présentés par Marc Saint Aroman (+ 1 ajout par Stéphane Poli)

- Lobbying sur Paris et auprès des régions
- Nucléaire sale : casser l'image du nucléaire propre, et salvateur contre le changement climatique
- Rupture / changement de société : il faut assumer ce message plus politique
- Présidence française de l'Europe : au niveau européen, associer Sarkozy et nucléaire, faire du harcèlement pendant 6 mois sur la politique énergétique défendue par la France, problématique nucléaire/changement climatique
- Utiliser et développer le travail déjà réalisé, les documents existants
- Plutonium : en faire un repoussoir de la même efficacité que le mot « OGM »
- Lier nucléaire civil et militaire

Prises de parole :

Didier Anger : le raccourci « plutonium / OGM » me semble inadéquat. Ça demande une sérieuse réflexion. Il ne faut pas faire passer n'importe quel message, il faut que le message soit clair.

Catherine Langumier : on a passé à la trappe un des arguments importants issus de l'atelier stratégie, la défense du vivant. Il est important de prendre des décisions pour agir à l'aune de la défense du vivant, agir dans l'intérêt des êtres humains.

Fabien Richard : la radioactivité modifie les gènes. Les OGM également. Il y a un lien fort entre les deux.

Pierre Rosenzweig : je propose un « Nucléaire 100% sale ». Pour intégrer la notion du vivant : ajouter « sans plutonium, sans OGM » pour un monde meilleur.

Pierre Péguin : d'accord avec Didier Anger. L'intention, c'est que le plutonium devienne un repoussoir comme l'OGM, mais pas forcément d'opérer un lien entre les deux.

Monique Guittenit : c'est le nucléaire qui doit être le repoussoir.

Franck Thiéblemont : inscrire dans le « nucléaire sale » la pollution de l'eau par les radionucléides (petite étude mise à disposition). Ne pas oublier que la plus grosse catastrophe nucléaire est celle de Mayak en 1949-52, 1 milliard de curies dégagés. Il y a des contaminations avérées à Brennilis, à Fessenheim. Beaucoup de radionucléides sont sous-estimés par rapport à leur radiotoxicité.

Nadine Schneider : je propose un moyen de mise en œuvre du « nucléaire sale ». Le visage de Sarkozy, collé sur des bidons quand on fait des actions. Car plein de gens ne l'aiment pas, les autres se rendent compte qu'il fait un maximum de conneries. L'opinion publique est avec nous. Facile à mettre en œuvre pendant la présidence de l'UE. Et Claude Allègre de l'autre côté du bidon...

Corinne François : je doute de la pertinence de l'expression « nucléaire sale ». Il faudrait plutôt lutter contre le mythe du nucléaire propre. Dans « nucléaire sale », cette notion de création de mythe est absente. Il va y avoir un colloque européen fin mars à Paris avec tous les acteurs européens, organisé par les Entretiens Européens. Ça coûte cher, mais il faudrait y envisager une action pour se faire entendre dans ce type de grand messe.

Pierre Küng : il me semblerait mieux ciblé dans la stratégie globale de remplacer « liens entre civil et militaire » par un point plus précis sur la « prolifération ».

Monique Guittenit : je ne suis pas d'accord avec le fait de prendre Sarkozy pour tête de turc. L'enjeu va bien plus loin que Sarkozy. En ne ciblant que Sarkozy, on aura du mal à amener les gens derrière nous.

Isabelle Guillaume : « nucléaire sale ou propre », c'est un peu court, un peu lessive. Il faut miser sur l'effet de serre, c'est de ça qu'on nous parle, il faut démonter cet argument-là.

CAMPAGNES PROPOSÉES PAR LES GROUPES Dimanche 3 février

Rappel :

Les votes concernant les campagnes ne sont intervenus qu'après présentation et débat de toutes les campagnes. Néanmoins, pour des raisons de lisibilité, ce compte-rendu présente conjointement le vote et la discussion de chaque campagne.

Campagne n°1, présentée par Les Amis de la Terre Midi Pyrénées (31)

Etes-vous POUR ou CONTRE l'organisation à Bruxelles par le Réseau "Sortir du nucléaire" d'un rassemblement européen et d'une action de lobbying auprès des députés européens et des membres de la commission européenne pendant la présidence française de l'Union Européenne ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	73	0	5
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Daniel Roussée : présidence française de l'UE pendant 6 mois. Il faut en profiter pour une action au niveau européen. Strasbourg est trop franco-allemand. On pense que Bruxelles serait le lieu ad hoc. Il serait bien qu'en 2008, le Réseau s'engage dans une ouverture plus large de son combat au niveau européen, pour faire contrepoids à Sarkozy. Pas seulement auprès des députés européens mais aussi auprès de la Commission européenne.

Stéphane Lhomme : qu'est-ce qu'une campagne de lobbying ? Prendre RDV avec les 700 députés européens ? Est-ce prioritaire de consacrer une grande énergie à cela ? Ne faudrait-il pas par ailleurs déjà préciser une date consensuelle pour une grande manif ? Je propose dimanche 29 juin à 2 jours de l'entrée de Sarkozy en fonction à la présidence de l'UE.

Martial Château : je ne suis pas sûr que Bruxelles soit le bon lieu, car la présidence sera française. Ce serait mieux sur Paris. Début juin : mauvais choix car début de la présidence, donc une fois le rassemblement passé, Sarkozy aura les mains libres. Il faut plutôt faire un rassemblement à la fin de la présidence.

Corinne François : si on retient ce principe d'action au niveau européen, il ne faut pas déjà décider des modalités, une seule date de mobilisation serait dommage, il faut faire un vrai travail de fond sur les 6 mois. Lobbying : il faut sélectionner les leviers sur lesquels agir. On peut voter sur cette campagne en tant que telle, mais les détails ne devront être réglés qu'après.

Didier Anger : c'est au CA de mettre en œuvre. C'est à Bruxelles qu'il faut agir en début de présidence. Une manif à Paris, ce serait plutôt pour la fin de la présidence. N'oublions pas que le lobbying est important.

Jean-Jacques Rettig : le lobbying à Bruxelles se justifie avec ou sans rassemblement, et au-delà des 6 mois. Ça demande des moyens humains, mais c'est très important.

Campagne n°2, présentée par le CA

Etes-vous POUR ou CONTRE une campagne sur le thème "Nucléaire et changement climatique" en 2008 ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	71	0	8
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Pierre Péguin : au nom de l'effet de serre, le nucléaire est paré de toutes les vertus. Il est absolument nécessaire qu'on lance une contre-information sur le nucléaire sale et sur le fait que le nucléaire n'est pas une solution au changement climatique. On a déjà la brochure du RAC, qu'on peut utiliser. Cette campagne doit être actée, c'est nécessaire.

Antoine Bonduelle : j'ai interrogé le CA du RAC, qui considère que c'est bien que le Réseau s'empare de la question. La plupart des gens sont très fiers de la brochure, c'est encourageant. Bientôt, il y aura l'AG et le CA du RAC. Ne comptons pas sur le fait que tout le monde viendra comme un seul homme s'associer à la campagne du Réseau, mais un travail ensemble est possible.

Stéphane Lhomme : ce qui ressort de la demande de l'AG, c'est une campagne sur le nucléaire sale globalement (tous les thèmes), qui engloberait ce thème, mais pas uniquement.

André Larivière : la brochure du RAC est pour un public déjà assez informé. Ce qu'il nous faut, c'est un moyen de communication plus simple et plus court, pour répondre au slogan « Nucléaire = zéro CO2 ». La brochure du RAC ne peut suffire, il nous faut un doc grand public. Pas d'accord avec Stéphane Lhomme, donc.

Campagne n°3, présentée par l'Association Va de l'Avant (19)

Etes-vous POUR ou CONTRE une campagne de matérialisation du soutien populaire à la sortie du nucléaire par un signe de ralliement à créer et diffuser par le Réseau ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
2	31	5	41
		REJETÉ	

Prises de parole avant le vote :

Anne Meyssignac : lecture de la proposition. Outil de médiatisation très visuel genre « Touche pas à mon pote ». Présenter un signe de ralliement, ce qui serait un moyen de faire connaître la lutte et le Réseau. Informer l'homme de la rue, élargir l'audience de notre lutte. Mise en place du signe le 26 avril. Ça peut rejoindre la campagne proposée par Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées. Soit un visuel standard, soit (encore mieux) quelque chose fait maison par chaque militant.

Nadine Schneider : sur le fond, on peut être d'accord, mais on a déjà plein de visuels à exploiter.

Anne Meyssignac : il s'agirait de quelque chose de plus créatif. J'ai une formation en arts plastiques, et je peux faire des propositions.

Jean-Jacques Rettig : ça dépasserait l'année, continuité au-delà de 2008.

Campagne n°4, présentée par le CRILAN (50)

Etes-vous POUR ou CONTRE la rédaction d'une brochure sur le retraitement-extraction du plutonium en vue d'une relance de la lutte dans les années à venir ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	66	0	13
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Didier Anger : nous demandons qu'une brochure soit mise en œuvre à la fin de 2008 pour que le Réseau puisse être opérationnel à partir de 2009 sur ces questions. Car suite à la vente de l'EPR, il y aura la vente des usines de retraitement.

Annie Givelet : c'est très important. Mais il faudrait que dès maintenant on arrête d'utiliser le mot « retraitement » qui trompe les gens. Utiliser un mot correspondant à la réalité.

Pierre Péguin : je soutiens fortement cette proposition. On est au cœur de l'avenir du nucléaire. Le plutonium doit être au cœur de notre argumentaire.

Campagne n°5, présentée par Stop Golfech VSDNG (47)

Etes-vous POUR ou CONTRE une campagne de déclinaison des scénarios de sortie du nucléaire (Etude pour des sorties du nucléaire en 5 ou 10 ans, Etude de Virage-Energie en Nord-Pas de Calais de scénario à échéance de fin de vie des réacteurs + division par 4 des émissions de CO2 d'ici 2050) pour toutes les régions françaises?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	56	2	22
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Monique Guittenit : argumentaire remanié hier par l'atelier n°1 « Sorties ». Il s'agit d'utiliser le travail existant sur les scénarios 5/10 ans et Virage Energie. Décliner au niveau régional, toucher les élus. Calendrier : en 2009, solliciter des équipes dans les régions qui veulent y travailler. Il faut que le pôle « Sorties » continue avec la liste de discussion correspondante. On proposerait des scénarios suivant les régions, soit sortie rapide si la priorité est de prendre en compte le risque nucléaire, soit sortie à l'horizon 2020-2030 si la priorité est de diviser par 4 les émissions de CO2.

Isabelle Guillaume : je suis très intéressée par cette campagne. De telles infos m'ont manqué en réunion publique. Indispensable de développer au niveau régional ce qui a été entrepris au niveau national. Question : combien cela va-t-il coûter, faudrait-il payer des experts ?

Gildas Le Saux : cette campagne est liée avec les axes stratégiques présentés. Si on parle d'énergie sale, il faut proposer des alternatives que sont les renouvelables et les économies. Faire des propositions concrètes.

Nadine Schneider : je suis défavorable sur la forme. On ne peut être que d'accord sur le fond. Ça se fait dans les régions où il y a un groupe pour le porter, monter le projet. J'ai peur que ça reste un vœu pieu : comment faire redescendre la proposition vers les régions ?

Monique Guittenit : Virage Energie a établi des modélisations, une méthodologie, et a proposé que les groupes ayant envie de travailler dans leur région sur ce type de scénario fassent un stage avec Virage Energie. Le Réseau paierait alors les frais afférents à ces stages. Après, on sollicite les conseils régionaux pour payer l'expertise. Le Réseau a donné 12000 euros pour l'étude de Virage Energie, et beaucoup plus pour les scénarios 5/10 ans.

André Larivière : ça peut aussi se faire à moindre échelle, sans que ce soit une étude aussi consistante, selon les cas et le nombre de personnes motivées dans une région.

Campagne n°6, présentée par Sortir du Nucléaire 31

Etes-vous POUR ou CONTRE une campagne expliquant comment le nucléaire empêche le développement des chauffe-eau solaires ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
10	21	15	37
REJETÉ			

Prises de parole avant le vote :

Frédéric Boutet : il s'agit d'attirer l'attention des médias au moins une fois dans l'année là-dessus. Un argumentaire a été proposé par SDN 31. Le nucléaire freine des 4 fers le développement durable, car il freine les renouvelables . Du point de vue d'une rentabilité physique, il vaut mieux faire du solaire pour le chauffage, que de l'électrique. Mais actuellement, c'est le cumulus électrique le plus rentable financièrement. Il faut donc dénoncer les politiques qui ont mis ceci en place. Le nucléaire est contraire à la rentabilité physique. Il faut donc aussi une incitation financière à mettre en place du chauffage solaire.

Isabelle Guillaume : cette idée ne peut pas passer largement telle quelle. En plus, promouvoir une taxe ne sera pas très populaire, déjà qu'on ne l'est pas énormément.

Fabien Richard : ok sur les chauffe-eau solaire, mais par contre, attention la fabrication des panneaux photovoltaïques pollue beaucoup. On va faire des nanotechnologies pour faire des panneaux photovoltaïques de plus en plus petits. 30% de l'électricité de Grenoble est consacrée à Minatec.

Sébastien Boucher : je suis technicien en énergie solaire depuis plus de 10 ans. On ne peut promouvoir une taxe sur un truc aussi spécifique. Il faut au moins promouvoir une taxe sur l'électricité sale globalement. Idée globale à défendre : l'électricité n'est pas faite pour produire de la chaleur.

Quelqu'un : demander des aides de l'Etat serait plus populaire que demander des taxes.

Frédéric Boutet : peut-être la proposition de taxe est-elle trop spécifique, on peut reformuler.

Campagne n°7, présentée par Environnement Conscient (31)

Etes-vous POUR ou CONTRE une campagne informant le grand public du mode de calcul actuel du taux d'indépendance énergétique de la France et promouvant un mode de calcul plus cohérent et moins manipulateur ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
2	32	7	36
REJETÉ			

Prises de parole avant le vote :

Frédéric Boutet : informer le grand public des mécanismes structurels de mise en place du nucléaire. Contre l'argument de l'indépendance énergétique, qui est faux. Dire comment elle est calculée. Les nucléocrates incluent le nucléaire dans ce qu'on produit sur le sol français, donc on l'inclut dans ce qui est national. Or, l'uranium est importé à 100%. Attirer l'attention sur le fait que le calcul est faux.

Sébastien Boucher : Antoine Bonduelle a beaucoup travaillé là-dessus, et il existe quantité de rapports sur le coût du kWh. Une campagne là-dessus, je suis sceptique. Il faudrait plutôt retravailler sur ce qui a été fait avant.

Jean-Jacques Rettig : ce thème-là est très souvent abordé dans les réunions d'information. Il faudrait simplement un 2 pages là-dessus.

Antoine Bonduelle : Global Chance a déjà une brochure entière là-dessus. Il y a aussi le problème de la définition de la tonne équivalent pétrole (tep). L'expliquer au grand public, c'est une très bonne idée. Il y a peut-être des pistes juridiques pour pointer le mensonge devant les tribunaux ?

Frédéric Boutet : si on n'est pas sorti du nucléaire, c'est parce que parfois on n'a pas les bons arguments. Il faut arrêter de dire « on a réglé la question en 1974 », parce que pour l'instant, c'est le lobby qui gagne...

Campagne n°8, présentée par Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées

Etes-vous POUR ou CONTRE l'organisation, à l'occasion des commémorations de Tchernobyl et partout où cela sera possible en France, de représentations d'un spectacle de rue qui s'intitulerait "Le Procès" et serait créé et joué par les associations membres ou proches du Réseau "Sortir du nucléaire" ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
1	27	14	38
REJETÉ			

Cette campagne est associée à la motion N°5, non votée

Etes-vous POUR ou CONTRE une déclaration de principe affirmant que tous ceux qui, en France, auront décidé d'implanter une industrie nucléaire "civile" et militaire, ou auront œuvré à son développement, devront être jugés sur les chefs d'accusation de : mise en danger d'autrui, empoisonnement, non assistance à personnes en danger, tromperie aggravée, propagande en faveur d'une technologie avérée mortifère ?

Prises de parole avant le vote :

Daniel Roussée : il s'agit de marquer fortement la commémoration de Tchernobyl, qui tombe un samedi cette année. Essayer de faire du théâtre de rue. Idée du procès pour responsabiliser la nucléocratie. Associer des compagnies théâtrales ou des comédiens. Animer les rues de nos villes pendant le 26 avril.

Alain Rivat : pas contre, mais réservé sur le fait de parodier la justice. Je pense qu'il faut respecter la richesse/diversité des actions. On peut proposer cette action au côté des autres, mais il ne faudrait pas que ça devienne une campagne nationale avec action unique.

Isabelle Guillaume : idée très sympathique. Mais ça dépend le ton qu'on veut donner à la commémoration. Il y a déjà l'action OMS, il faut une convergence : plutôt sur l'OMS ? plutôt sur le procès ?

Campagne n°9, présentée par Sortir du Nucléaire Cornouaille (29)

Etes-vous POUR ou CONTRE une campagne pour l'abandon du nucléaire militaire s'appuyant sur la réalisation et diffusion d'un 4 pages d'information et sur l'organisation de conférences, à mener si possible en lien avec le CDRPC (Centre de Documentation et de Recherches sur la Paix et les Conflits) ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
0	65	2	11
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Violette Bordon : je regrette de devoir présenter cette campagne dans un contexte pas très sain. Notre campagne propose un doc de 4 pages, mais il semble qu'un doc similaire soit déjà en préparation. Constat : les enjeux sur le nucléaire militaire sont plus élevés et concrets que jamais. Il n'y a plus l'équilibre de la terreur. On fabrique maintenant des armes nucléaires « tactiques », comme si elles étaient conventionnelles. Le TNP est censé nous protéger, mais il n'est pas adapté aux nouvelles formes de prolifération, et il est bafoué. En outre, le TNP favorise le développement du nucléaire civil. Or, le nucléaire civil trace la voie vers le militaire. Le nucléaire militaire est le vrai objectif du nucléaire civil. Cette campagne rentre complètement dans les axes stratégiques précédemment définis. On souhaitait travailler avec le CDRPC, mais ce n'est pas limitatif.

Xavier Renou : je confirme que le CA du Réseau a déjà décidé la publication d'un dossier thématique 8-12 pages sur les liens entre civil et militaire, qui sera rédigé par Patrice Bouveret, en collaboration avec Dominique Lalanne. Je suis le référent CA pour ce dossier.

Quelqu'un : il faudrait aussi contacter les autres associations européennes antinucléaires, et Abolition 2000.

Xavier Renou : Dominique Lalanne de Stop Essais est le coordinateur français d'Abolition 2000. Jean-Yvon Landrac est membre d'Abolition 2000 monde.

Violette Bordon : Dominique Lalanne nous a contacté, il est intéressé pour travailler ensemble.

Monique Guittenit : à qui ça s'adresse ? Il y a déjà la manif de Biscarosse. Pour amplifier, on peut sortir une telle brochure à ce moment là. On peut également intégrer ACDN dans la démarche.

Violette Bordon : doc à destination du grand public + campagne de cartes postales à destination des élus nationaux.

Stéphane Lhomme : le Laser Mégajoule près de Bordeaux risque d'être inauguré bientôt. Il faut bien montrer que le civil et le militaire sont bien les deux faces du même monstre.

Campagne n°10, présentée par la Coordination Non-Violente de l'Arche (CANVA) (38)

Etes-vous POUR ou CONTRE l'organisation d'une manifestation européenne en octobre 2009 pour réclamer la fermeture de la centrale de Fessenheim sans EPR ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
1	56	1	21
	ADOPTÉ		

Cette campagne est associée à la motion N°2, non votée

Etes-vous POUR ou CONTRE une union pour la fermeture de Fessenheim, première centrale dans le programme planifié de sortie du nucléaire sur 10 ans ?

Prises de parole avant le vote :

Pierre Rosenzweig : je représente ici Dominique Lalanne et Abolition 2000, même si je suis mandaté par la CANVA. Message : vivons mieux sans le sale nucléaire ! Cette campagne réunit 3-4 des axes stratégiques définis : nucléaire sale, décroissance, plutonium/OGM > vivons mieux dans une autre société en Europe sans le sale nucléaire ni le sale OGM. Au niveau des possibilités d'actions : proposer un jeûne de 15 jours ou plus lors du rassemblement européen (auquel je peux participer), réunir à Fessenheim non seulement des Français, mais aussi des Allemands. Selon Jean-Marie Brom, une fermeture est prévue pour 2009, je suis donc d'accord pour reporter une telle campagne à 2009 mais on pourrait d'ores et déjà voter sur le principe.

Rémi Verdet : la visite décennale aura lieu en octobre 2009, 230 jours d'arrêt par tranche. Il faudrait donc une énorme manif internationale pour exiger que la centrale ne soit pas remise en marche après cet arrêt.

Sébastien Boucher : travailler contre Fessenheim, très bonne idée. Il y a du boulot à faire. Les Allemands ne sont pas d'accord avec les niveaux de normes français, et pourraient nous aider.

André Larivière : on peut mobiliser les Suisses allémaniques et les Allemands.

Campagne n°11, présentée par Les Amis de la Terre Poitou (86)

Etes-vous POUR ou CONTRE une campagne de sensibilisation contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure et contre le centre de stockage de Soulaire ?

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
4	27	2	48
			REJETÉ

Prises de parole avant le vote :

Fabien Richard : lecture de la proposition. Peut-être un partenariat contre l'enfouissement pourrait-il être envisagé avec les entreprises d'eau potable menacées de pollution (Contrex, Vittel). A Soulaire, on écrase les fûts. Les fûts rouillent donc totalement, puisque l'écrasement détruit leur structure. La profondeur exacte de l'enfouissement reste une info à confirmer. Il y a controverse sur le chiffre de 700 m de profondeur.

Peter Desoi : on a eu en 2006 une campagne sur Bure. Il ne faudrait donc pas une nouvelle campagne spécifique sur l'enfouissement.

Fabien Richard : ce n'est pas une autre campagne, mais une simple continuation de la campagne amorcée en 2006.

Quelqu'un : la contribution du Réseau à la lutte contre l'enfouissement des déchets pourrait être au moins de poursuivre l'aide apportée pendant plusieurs années au poste d'un salarié qui soit le spécialiste de la problématique globale des déchets et démantèlements. Jusqu'à présent le Réseau donnait une somme mensuelle de 200 euros pour financer ce poste. La situation a changé par rapport à l'AG dernière. Ce salarié était salarié par des dons et employé par la Coordination nationale contre l'enfouissement. Mais la Coordination s'est dissoute, donc le salarié a été licencié. Le Réseau est concerné par ce travail, par ce poste. L'atelier n°3 n'en a pas discuté. Il ne s'agit pas de la création d'un poste, mais de sa continuation.

Hervé Grimal : le Comité de gestion a travaillé là-dessus ; ce poste sera créé.

Alain Rivat : on a la volonté d'ouvrir ce poste. Par contre, on attend les conclusions du groupe de travail pour qu'un profil de poste soit précisé. Au groupe de travail d'avancer vite sur cette question.

Chantal Cuisnier : cette campagne est un peu restrictive, et met la charrue avant les bœufs. Il faut d'abord que le groupe de travail se mette en place. Cette problématique de pollution des eaux se pose partout, pas seulement à Bure et Soulaire.

Fabien Richard : certes, mais à Bure, il vont mettre ça directement dans la nappe phréatique.

Chantal Cuisnier : il faut prendre les choses dans l'ordre. D'abord travailler au profil de poste du salarié. Cette campagne me semble un peu étroite et prématurée.

Sébastien Boucher : la création d'un poste, ça ferait plaisir. Personne n'habite Bure. Une idée a émergé hier soir : prendre le pouvoir à la Mairie de Bure. Si on a des parts dans une SCI de Bure, on peut présenter un candidat aux municipales, puis entrer dans le Conseil municipal. Le Réseau devrait travailler juridiquement là-dessus

HIÉRARCHIE DES CAMPAGNES ADOPTÉES / MOTIONS DE SYNTHÈSE

Discussion sur les modalités de hiérarchisation des campagnes

Bernard Blanc : je soulève un problème technique. On a envie de voter toutes les campagnes. Mais il y a 11 campagnes, et 12 mois dans l'année. Les salariés sont concernés. Il faudrait avoir des priorités à décider. Si on vote les 11 campagnes, c'est le CA qui va décider les priorités. Le CA sera alors en porte à faux vis-à-vis de l'AG. Une idée de Jocelyn Peyret : il faudrait que ce soit des motions d'orientation, mais qu'ensuite soit faite une analyse de faisabilité de chaque campagne pour les classer. Sinon, on pourrait choisir la hiérarchie des campagnes en fonction du nombre de voix qu'elles auront reçues.

Nadine Schneider : on ne va pas voter pour toutes les campagnes, car certaines ne s'intègrent pas dans la stratégie récapitulée ce matin en 7 points. Il faut d'abord des campagnes en accord avec cela.

Xavier Renou : on peut aussi procéder en s'autorisant chacun 2 « pour », c'est ce que je ferai.

André Crouzet : est-ce que c'est le nombre de votes « pour » qui déterminera les priorités ? Est-ce que c'est le CA qui va choisir ? Il faut une hiérarchie des campagnes.

Jean-Jacques Rettig : pour la prochaine AG, je recommande au CA de créer un autre concept que celui de « campagne », pour que certaines bonnes idées ne soient pas désavantagées d'avance, par exemple la création d'un document. Il y a autre chose que des campagnes.

Hiérarchie des campagnes selon le nombre de voix reçues

Rassemblement européen et lobbying (n°1)	73 voix
Nucléaire et changement climatique (n°2)	71 voix
Retraitement/extraction du plutonium (n°4)	66 voix
Abandon du nucléaire militaire (n°9)	65 voix
Déclinaison des scénarios de sortie (n°5)	56 voix
Fermeture de Fessenheim (n°10)	56 voix

Xavier Renou : cette hiérarchie sera déclinée par le CA dans la mesure du possible.

Hervé Grimal : le CA propose deux motions.

Motion de synthèse n°1 présentée par le CA :

Le Réseau "Sortir du nucléaire" lance une campagne d'opinion sur le thème "Le nucléaire est sale", qui pourra être déclinée sur de nombreux thèmes : mines d'uranium, rejets des centrales dans l'environnement, déchets radioactifs, prolifération nucléaire, etc. Le CA est mandaté pour organiser cette campagne d'opinion qui pourra être mise en œuvre à travers une brochure, les communiqués de presse, diverses actions, etc.

VOTE			
REFUS	POUR	CONTRE	ABSTENTION
8	65	0	4
	ADOPTÉ		

Prises de parole avant le vote :

Marc Saint Aroman : est-ce que la formule « Le nucléaire est sale » est figée ?

Xavier Renou et Alain Rivat : non, on vote le principe de la campagne, on ne vote pas une formule.

Motion de synthèse n°2 présentée par le CA,

non votée, puisque déjà adoptée à travers la campagne n°1 :

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle à l'organisation - qu'il se propose de coordonner - d'une manifestation antinucléaire internationale liée à la Présidence française de l'Union européenne, au cours de laquelle le Président de la République va en particulier tenter de promouvoir le nucléaire en prétendant qu'il s'agit d'une énergie "propre".

ÉLECTION DU NOUVEAU CA

Dimanche 3 février

Rappel :

La présentation des candidats et le vote à bulletin secret ont eu lieu avant la présentation des axes stratégiques et des campagnes.

Candidats au CA :

Johnny Da Silva, suppléant : Laurent Grouet, excusé pour raisons de santé
Stéphane Maimbourg, suppléante : Isabelle Guillaume
Véronique Marchandier, suppléant : Pierre Péguin
Alain Rivat, suppléant : Bernard Blanc

Jean-Marie Matagne, suppléant : Christophe Zalio. Retirent leur candidature suite aux débats ayant entouré la motion n°3 et le vote de la suspension de son application.

Suppléants cooptés en 2007 :

Frédéric Boutet, en remplacement de Monique Guittenit comme suppléant de Daniel Roussée
Jean-Charles Darrieux, en remplacement de François Paillard comme suppléant de Xavier Renou

Résultats du vote à bulletin secret :

VOTE 1 : 82 votants, 82 exprimés

Nombre minimal de voix pour être élu = 20,25 (soit 25 % du nombre de voix exprimées)

Johnny DA SILVA	70 voix, élu pour 1 an
Stéphane MAIMBOURG	79 voix, élu pour 3 ans
Véronique MARCHANDIER	76 voix, élu pour 3 ans
Alain RIVAT	74 voix, élu pour 3 ans
Jean-Marie MATAGNE	10 voix, non élu, non candidat
Pierre SELLENET	1 voix, non élu, non candidat

VOTE 2 : 81 Votants, 80 exprimés

Frédéric BOUTET	75 voix, confirmé par l'AG dans son mandat de suppléant
Jean-Charles DARRIEUX	79 voix, confirmé par l'AG dans son mandat de suppléant

FIN DU COMPTE-RENDU